

le prolétaire

mensuel

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

SUPPLEMENT SUISSE

N° 26
1^{er} MAI 1983

Contre le statu quo impérialiste LE FRONT DES LUTTES

Il y a un peu plus d'un an, la guerre des Malouines rappelait à tous ceux qui s'imaginaient que l'Europe était à l'abri des guerres faisant rage ailleurs pour tous les autres peuples, que personne n'est à l'abri des conflits. Au monde idyllique créé après le second après-guerre et loué par tous les défenseurs ardents du mode de production bourgeois, se substitue de façon toujours plus claire un monde tiraillé par des contradictions toujours plus profondes. Le grand cycle d'expansion qui avait caractérisé pendant 3 décennies le mode de production capitaliste ravagé par la 2ème guerre mondiale s'est peu à peu fermé pour s'ouvrir depuis quelques années sur un nouveau cycle de guerres et de révolutions.

Sous le régime du capitalisme, la société n'a jamais connu un seul moment de Paix Universelle. Pendant les 30 années qui suivirent le carnage des années 40, la lutte des peuples de couleur contre l'oppression coloniale a été la dénonciation dans les faits que la Paix Universelle soi-disant construite lors du partage du monde à Yalta, n'était qu'un leurre à l'usage des peuples d'Europe, totalement abrutis et soumis à la logique de l'accumulation capitaliste.

Si entre les conflits d'hier et ceux d'aujourd'hui il n'y a pas une différence fondamentale de nature, les situations économiques et donc sociales dans lesquelles ils s'inscrivent sont radicalement différentes.

(suite en page 7)

POLOGNE les méandres de la stabilisation

Le bilan économique de la junte en 82, après une année d'"Etat de guerre" est catastrophique. Selon les chiffres publiés cette année par l'Office central des statistiques, le revenu national a baissé de 8%, la production industrielle de 2%, la production agricole de 4,5%. Seule la production du charbon est en hausse de 11%. Mais aux dires d'un mineur de Silésie convoqué à la conférence organisée par le pouvoir, réunissant 2300 ouvriers délégués de tous les secteurs, "...il contient parfois plus de 50% de cailloux". Enfin la hausse des prix a été de plus de 100% et celle des salaires de 50%, et conséquence de cette brutale aggravation des conditions d'existence des salariés, les ventes de détails ont baissé de 17%.

Et pour 83, les chiffres continuent leur chute. La production a baissé de 4% en janvier de 7% en février.

On comprend dès lors que la junte incapable non seulement de redresser l'économie chancelante de la Pologne bourgeoise, mais é-

galement de faire face à sa dette extérieure se montant actuellement à 25 milliards de dollars, ait redemandé "des périodes plus longues de rééchelonnement et des remboursements moins importants pour les années qui viennent".

Le puissant mouvement ouvrier de l'été 1980 continue aujourd'hui à produire ses effets, malgré l'interdiction de SOLIDARNOSC le 8 octobre dernier et l'instauration de l'Etat de guerre le 13 décembre 81.

Les effets positifs si l'on peut dire sont ceux qui empêchent la junte d'instaurer l'ordre social dont elle rêve. Les effets négatifs sont toutes les limites politiques et idéologiques d'un mouvement de classe qui dans sa période de lutte ouverte contre l'Etat avait pu naturellement se démarquer de toutes les forces conciliatrices, parcequ'il était à ce moment la force motrice agissante de l'histoire, et qui dans la période de reflux de l'année 81 a été amené à trouver refuge auprès de toutes les for-

(suite en page 7)

CONTRE LA REPRESSION IL FAUT ROMPRE LE SILENCE!

Dans toute l'Europe, ce foyer dangereux des révolutions de demain, la bourgeoisie a mis en place un système implacable de chasse à l'homme, traquant tous les militants anticapitalistes. Aujourd'hui elle frappe surtout les militants qui ont cru pouvoir aider le mouvement ouvrier et social à sortir de l'ornière de la légalité pour s'engager sur le chemin de la révolution en jouant les francs-tireurs. Si ces militants-là se sont trompés politiquement - comment peut-il en être autrement dans l'isolement, après près de soixante ans de contre-révolution stalinienne - leur détermination et leur courage doivent être salués par tous les prolétaires. En s'acharnant sur eux la bourgeoisie se prépare à de plus vastes campagnes de répression qui s'abattront demain sur les prolétaires lorsque leur classe s'opposera d'un bloc aux attaques du capital, à la militarisation, et à la guerre impérialiste.

C'est dans ce contexte général qu'il faut comprendre la condamnation à 7 ans de prison de deux militants anti-capitalistes, Jürg Wehren et Claudia Bislin, par le tribunal de Zürich.

Lorsque la bourgeoisie livre ses armes aux tortionnaires d'autres pays, d'Amérique latine par exemple, on appelle cela du "commerce", et comme il y a une loi qui garantit la liberté de commerce, la bourgeoisie légalise du même coup son droit à massacrer les peuples en révolte

contre l'oppression et l'impérialisme. Que la bourgeoisie stocke suffisamment de millions de mégatonnes d'explosifs en tout genre pour faire sauter 10 fois la planète et tourne ses fusils contre les ouvriers et les masses exploitées du monde entier, ne trouble pas son sommeil, mais que quelques révolutionnaires viennent confisquer quelques kilos de son précieux matériel et les foudres de la justice du capital s'abatent sur ces "dangereux cas sociaux"!

(suite en page 7)

LA GREVE DE MATISA UN EXEMPLE A SUIVRE POUR BRISER LA PAIX DU TRAVAIL AU FIL DES JOURS: l'organisation et les obstacles de la lutte

Les 82 licenciements annoncés officiellement aux ouvriers le mardi 15 février constituaient l'aboutissement du plan d'attaque de la direction sur les conditions de vie des ouvriers pour liquider l'entreprise.

Déjà depuis décembre 1982, Short, von Schack et leurs acolytes avaient introduit le chômage partiel à 30% à Renens (mesure touchant 70 ouvriers) et surtout refusaient le versement de l'indexation des salaires.

Le récit au jour le jour de la grève que nous publions n'a pas une fin journalistique, mais permet de montrer aux prolétaires comment s'organise la lutte, quelles embûches elle doit affronter, quelles tâches doivent être prises en charge par les grévistes et par le soutien extérieur.

● MARDI 15 FEVRIER

Après l'annonce officielle par von Schack des 82 licenciements et 18 préretraites, les ouvriers organisent une assemblée pour définir les moyens de lutte contre les licenciements. On ne parle pas encore de faire la grève. Un "comité interne pour la sauvegarde de l'emploi" est désigné. Les revendications des travailleurs sont décidées lors de cette assemblée :

- NON AUX LICENCIEMENTS
- EXTENSION DU CHOMAGE PARTIEL A L'ENSEMBLE DU PERSONNEL, Y.C. AUX ADMINISTRATIFS.

Une assemblée est convoquée le lendemain pour faire le point sur les négociations.

● MERCREDI 16 FEVRIER

Rien ne se décide encore parmi les ouvriers de Matisa, mais les plus conscients parmi eux ne cessent de défendre la nécessité de se battre par l'action directe, la grève, et de ne pas compter sur les négociations pour faire plier la direction

La décision finale sur le déclenchement de la grève est reportée à jeudi par l'assemblée générale. Ghelfi (secrétaire central FTMH), conquis en 1976 pour avoir refusé tout soutien à la grève, déclare en substance "soutenir toute action de lutte des ouvriers de Matisa". Ghelfi préparait avant l'annonce de la grève le terrain à son SABOTAGE.

Le soir par contre est convoqué un comité de soutien. Le lendemain matin le comité distribue à Matisa et sur les entreprises de l'Ouest lausannois un tract appelant "tous les travailleurs à manifester leur solidarité avec le combat mené par les travailleurs de Matisa pour défendre leurs emplois". Par la suite les réunions du comité de soutien seront quotidiennes.

● JEUDI 17 FEVRIER

C'est la liesse! Réunis le matin en assemblée les ouvriers votent la grève par 56 voix contre 53. La question clairement posée aux ouvriers était la suivante : " Etes-vous pour entamer une grève immédiate et d'une durée indéterminée? " Il était aussi précisé avant la votation que la minorité se soumettait aux décisions de la majorité sans contestation. Un comité de grève regroupant les ouvriers les plus résolus, syndiqués ou non, membre de la C.E ou



non, est formé pour organiser la lutte.

Les non-grévistes doivent quitter l'usine de Crissier, deux ou trois ouvriers tentent de travailler, mais les grévistes coupent l'électricité pour dissuader ces récalcitrants.

Le soir il est décidé en comité de soutien à la demande du comité de grève qui participe à toutes les séances du soutien de renouveler l'appel à la solidarité pour soutenir la grève. Une assemblée publique de solidarité est décidée pour le mercredi suivant. Un compte postal est donné pour la solidarité Matisa. Un rassemblement est prévu samedi au marché de Renens.

(suite en page 2)

DANS CE NUMERO

- La lutte pour l'organisation systématique de la classe ouvrière
- Contre les attaques du capital: nos tâches
- Le blindage de l'Etat et des patrons: la paix du travail
- PS et PSO: les perspectives du réformisme
- GTS et Matisa
- Le plan de relance de l'Etat
- Notre dossier: capital et informatique
- Immigration et réfugiés
- Das Kapital schlägt
- Brechen wir das Schweigen über die Repression

LA GREVE DE MATISA: UN EXEMPLE A SUIVRE POUR BRISER LA PAIX DU TRAVAIL AU FIL DES JOURS: l'organisation et les obstacles de la lutte

(suite de la page 1)

● VENDREDI 18 FEVRIER

5h 15: les banderoles sont déployées au portail de Crissier. Elles réclament "Non aux licenciements", "la grève c'est l'arme des travailleurs" "nous sommes en grève" "nous ne sommes pas responsables d'une économie que nous ne dirigeons pas", "contre les licenciements, seule la lutte paie".

L'occupation de l'usine s'organise. La FTMH et la FCOM ne montrent pas encore leur nez, espérant déjà sans doute que le week-end fera refroidir les têtes et que lundi les machines se remettent à tourner. La direction propose immédiatement un "plan social", mais de cela les grévistes n'en veulent pas. Ce qu'ils revendiquent, c'est "non aux licenciements". Entrer en matière sur un quelconque "plan social" c'est accepter les licenciements puisque le "plan social" ce n'est que quelques miettes supplémentaires pour faire passer le "dégraisage".

● SAMEDI 19 FEVRIER

Contrairement à la procédure légale qui veut que l'Office de conciliation soit appelé par les "parties", l'Office prend lui-même l'initiative de convoquer ouvriers, syndicats, ASM (Association Suisse des Constructeurs de Machines), et direction à une séance le dimanche.

Par cette initiative, l'Office pensait avoir rapidement raison de la grève, tout en faisant entériner les licenciements. Etre au service des patrons pour le respect de la paix sociale, voilà le rôle de cet organisme, qui comme les Tribunaux prud'hommes, a été mis en place par la politique conventionnelle des syndicats-traités de l'USS. Au grand dam de l'Office, ni l'ASM, ni la direction n'étaient présentes pour attraper la perche ainsi tendue. Et pourquoi donc? Ce n'est évidemment pas par incompréhension du rôle de sapeur pompier que joue l'Office dans les luttes ouvrières! Les patrons pensaient que la grève étant donné sa faiblesse numérique objective, pourrait rapidement et qu'en conséquence les services de l'Office

n'étaient pas indispensables dans l'immédiat. D'ailleurs les sieurs von Schack et Raboud étaient trop occupés ce week-end à vider leurs bureaux des documents trop encombrants! Ils étaient aussi trop occupés à préparer les lettres de licenciements et de menaces aux grévistes. Pour la petite histoire rappelons que les grévistes ont reçu jusqu'à 7 lettres de ce type en l'espace de deux semaines de grève.

Au marché de Renens, le rassemblement de solidarité réunit quelques 200 personnes. Chanex (FTMH), dans son discours où tout appel au renforcement de la grève était évidemment absent, aura l'audace de dire en substance: " la grève de 83, contrairement à celle de 76, est une grève pour l'emploi". En clair, la grève de 76 était une grève... de gauchistes et d'irresponsables. Mais que l'on ne s'y trompe pas, les bureaucrates syndicaux ont la même opinion de la grève de 83. Un ouvrier en lutte = un agitateur criminel.

● DIMANCHE 20 FEVRIER

Entre samedi et dimanche, plusieurs centaines de personnes défilent au piquet de grève pour apporter leur solidarité.

● LUNDI 21 FEVRIER

Le comité de grève distribue le matin un appel "aux ouvriers et employés de Matisa" pour renforcer la lutte.

Lors d'une réunion avec les syndicats et la direction, Ghelfi devant le mur patronal joue les "durs" et fait mine de rompre le "dialogue" en se levant de son siège. Comme c'est facile de jouer au dur autour d'une table quand on envoie le sous-fifre Chanex démoraliser les ouvriers au piquet!!! Les bonzes syndicaux savent que le refus de la direction d'entrer en matière sur leur proposition de plan social ne peut mener qu'au durcissement de la grève ce qu'ils veulent à tout prix éviter.

Les ouvriers reçoivent leur lettre officielle de licenciements. Jusqu'alors ils n'avaient reçu qu'une information vague et orale.

Les ouvriers en lutte prennent conscience de leur responsabilité et de la nécessité de ne pas cé-

der aux premiers obstacles. La grève est déclenchée il faut tenir!

● MARDI 22 FEVRIER

Profitant d'un dégarnissement du piquet de grève, von Schack tente de faire rentrer les contre-maîtres dans l'usine en passant par le bâtiment administratif. Echec pour von Schack, la chaîne d'alerte téléphonique rassemble en cinq minutes le renfort nécessaire. La provocation était claire, von Schack avait même convoqué les photographes de la presse pour bien montrer que les grévistes usaient de la violence contre la "liberté de travail".

Mais von Schack ne fut pas le seul ce jour-là à tenter de faire capoter la grève. La FTMH et la FCOM en entente parfaite pour trahir la cause de la lutte, sortirent de leur poche un plan de négociation et de liquidation de la grève! Autre "finesse" de ce projet, les syndicats y firent figurer la signature de la commission d'entreprise, non consultée, qui ce jour-là n'en croyait pas ses yeux. La C.E. se démarquera totalement de ce projet liquidateur. Ce que les syndicats proposaient consistait principalement à:

- Réunir un tribunal arbitral, donc liquider la grève pour marchander les licenciements
- Examiner les cas individuels pour favoriser les départs volontaires par une indemnité spéciale, donc briser l'unité des ouvriers qui défendent leurs INTERETS COMMUNS.
- Négocier avec la direction un plan social. Pas un mot des revendications ouvrières, mais acceptation tacite des licenciements. Le plan social servant uniquement à les aménager.
- Paiement des jours de grève par Matisa. La FTMH et la FCOM pensaient-elles au sort des ouvriers? Détrompez-vous, elles pensaient surtout à ne pas vider leurs propres caisses de cette mane des contributions professionnelles et des cotisations si utiles pour combler le déficit des caisses maladies syndicales ou pour investir dans l'immobilier.

Le plan de liquidation des direc-

tions syndicales ne passera pas la barre Ghelfi se fera huer au portail à midi lorsqu'il tentera de justifier son "plan"!

Une grève est faite de grands moments qui déterminent le sens des événements, mais il y a aussi une quantité d'anecdotes qui mieux que n'importe quel grand discours démontre aux ouvriers dans quel camp se trouvent les directions syndicales. Aux travailleurs qui avaient émis l'intention de se syndiquer à la FTMH, les bonzes de service leur répondirent que vu les circonstances - c'est-à-dire l'utilisation des armes de classe par les ouvriers - ils ne pouvaient pas les syndiquer! Ghelfi et Chanex n'aiment être entourés que de moutons dociles!

● MERCREDI 23 FEVRIER

Les ouvriers reçoivent une Xème lettre de la direction les mettant en demeure de reprendre le travail jeudi.

Lors de l'assemblée publique de solidarité du soir, réunissant une centaine de personnes, dont des représentants de différentes usines de la région et de Genève, on assiste à un véritable réquisitoire contre ceux que les grévistes considèrent déjà comme les ennemis no 1 de la grève: les directions syndicales!

● JEUDI 24 FEVRIER

Le comité de grève distribue aux ouvriers une déclaration pour les appeler à continuer la grève et à la renforcer et pour contre-carrer l'information de la presse et de la TV qui, conformément à leur rôle, dénaturent la grève et laissent entendre son pourrissement.

L'Office de conciliation remet une proposition d'accord toujours basée sur un aménagement des licenciements et demandant la reprise du travail lundi 28 février! Ce document sera soumis vendredi aux ouvriers. Il ne comporte encore aucune concession financière d'indemnités de licenciements. Mais l'Office de conciliation, l'ASM et la direction de Matisa estiment que les ouvriers sont à bout de souffle et se rendront sans même réclamer des miettes.

Le soir à Berne, c'est la réu-

Extraits du «Manifeste du Parti Communiste International - 1981»

La lutte pour l'organisation systématique de la classe ouvrière

"... La période historique entamée ne met à l'ordre du jour, avant même la possibilité d'une issue révolutionnaire, la reconstitution d'un réseau d'organisations ouvrières indépendantes de l'Etat et des partis bourgeois, c'est-à-dire l'organisation systématique de la classe.

La voie de la renaissance de ce tissu associatif ouvrier part nécessairement de tentatives plus ou moins couronnées de succès pour faire vivre des organismes aux objectifs encore nécessairement limités et à la vie bien souvent éphémère pour passer ensuite, de façon extrêmement inégale suivant les secteurs et les pays, à des efforts de coordination et d'organisation plus systématiques des luttes à une échelle plus vaste. Les communistes participent à cet effort en oeuvrant à la constitution d'un front prolétarien de luttes à partir des revendications les plus pressantes de la classe: ils luttent pour faire tomber toutes les barrières artificielles, de caractère programmatique, religieux ou philosophique à l'organisation des travailleurs sur la base de la défense de leurs intérêts de classe, et attachent une attention particulière aux tentatives des travailleurs combattifs pour préparer les luttes à venir hors de l'emprise des appareils officiels.

Ce n'est qu'à un moment plus avancé de la lutte, déterminé par la révolte massive des travailleurs contre les directives des bureaucraties vendues des syndicats actuels, que pourra se poser la question de la reconstitution de grands organismes groupant l'ensemble des tra-

vailleurs des diverses branches industrielles d'un même pays. Cette reconstitution pourra prendre elle-même les formes les plus diverses allant, suivant les conditions particulières, de la transformation radicale de certaines parties des structures actuelles à leur désertion par les travailleurs, de la dissolution des organismes actuels à leur maintien à côté des nouveaux organismes de classe. Elle pourra également assumer des combinaisons de tâches extrêmement variées suivant le degré de maturation révolutionnaire de la situation où les conditions permettront à telle ou telle forme de se développer et de se généraliser, suivant la conjoncture particulière à tel ou tel pays, les traditions historiques, le jeu réciproque des courants politiques, la gamme des organisations existantes, les rapports de force, etc.

En attendant, les communistes révolutionnaires ne désertent pas les organisations existantes pour y laisser les travailleurs à l'influence exclusive des courants réformistes ou carrément conservateurs. Ils travaillent aussi en leur sein, non pour en conquérir les appareils, mais pour y démontrer la finalité contre-révolutionnaire des bureaucraties vendues et arracher les travailleurs à leur influence à partir des poussées élémentaires de luttes..."



Contre les attaques du capital: quelles perspectives, quelles tâches aujourd'hui!

Prolétaires, camarades,

En France, en Espagne, en Grèce, " l'alternative socialiste " montre son vrai visage: celui de la RIQUEUR et de l'AUSTERITE. La réforme " socialiste " de l'Etat bourgeois n'est rien d'autre qu'une forme différente de l'Etat bourgeois qui continue à garantir aux capitalistes l'exploitation de la force de travail des prolétaires, et qui pour ce faire maintient l'ordre par la répression! Que les gouvernements des Etats bourgeois se revendiquent de Jaurès, de Taylor ou ternissent les noms illustres de Marx et de Lénine en usurpant le nom de " communiste ", tous défendent les intérêts de leur capital, de leur raison d'Etat contre les intérêts de la classe ouvrière mondiale.

La Commune de Paris en 1871, la révolution bolchévique de 1917 ont démontré que les prolétaires ne peuvent se libérer de la domination bourgeoise que par la révolution et par leur dictature sous la direction de leur parti de classe.

Entre cette perspective révolutionnaire pour laquelle nous nous battons et la réalité de la lutte de classe dans les grandes métropoles capitalistes, il y a un énorme chemin à franchir. Ce chemin c'est celui du développement d'un vaste mouvement de lutte de classe, non sporadique mais permanent, et c'est celui de la construction du parti communiste mondial en étroite liaison avec la lutte prolétarienne. Il n'y a pas de raccourci pour tendre vers cette perspective; il ne peut y avoir de troisième voie intermédiaire entre la conservation de l'Etat bourgeois et de l'esclavage salarié, et son renversement par la révolution prolétarienne.

Que faire aujourd'hui ?

En face de cette perspective, nos tâches et celles des prolétaires d'avant-garde apparaissent modestes aujourd'hui, mais les accomplir est une implacable nécessité pour faire renaître la lutte de classe.

Face à toutes les attaques du capital sur ses conditions d'existence, la classe ouvrière est sans défense. Plusieurs décennies de paix sociale et de prospérité capitaliste lui ont oté tout réflexe élémentaire de lutte. Sur le plan organisationnel tout est à faire. Les prolétaires ne peuvent pas compter sur leurs syndicats dont toute la bureaucratie, achetée par les patrons, combat avec rage toute tentative de faire crever la paix du travail pourrie.

La grève de Matisa confirme une fois de plus que dans la lutte l'ennemi le plus dangereux n'est pas l'adversaire direct, le patron, mais celui qui prétend parler au nom des ouvriers défendant d'abord l'intérêt des patrons. Pour combattre le sabotage systématique des syndicats de la paix du travail, pour défendre leurs intérêts économiques, les prolétaires ont besoin de s'organiser de manière indépendante des syndicats officiels. Il est nécessaire aujourd'hui de tisser un réseau de liens entre prolé-

nion du Comité Fédératif de la FTMH à laquelle a été invité le président de la CE de Matisa. Il faut dire que la grève de Matisa tombe au moment même où la FTMH négocie centralement la convention collective de travail de la métallurgie. Les directions syndicales qui avancent comme premier argument pour "arracher" quelques miettes leur capacité de maintenir la paix sociale sont un peu gênées par la lutte de Matisa.

Après 2h de discussion il sera voté un communiqué de presse aussi creux que sonore dans lequel il ne sera question que de "soutenir la lutte", mais pas la grève, surtout pas! Raison invoquée ce soir là par les pompiers-chefs : parler d'un "soutien à la grève" serait un peu "brutal" pour un communiqué de presse s'adressant à Monsieur-tout-le-monde. En fait, la FTMH ne soutient pas la grève car elle est contre toute grève. De plus les mains liées par sa propre convention collective, elle devrait payer une amende allant jusqu'à 200'000.- Fr. en cas de rupture de la paix du travail! Quant à débloquent un fond de solidarité pour payer les grévistes, ces Messieurs attendent encore les décisions du Comité Directeur!

Dans leur communiqué ils seront d'ailleurs très clair : les patrons seront accusés de ne pas respecter les procédures et les grévistes d'avoir "violé la convention collective de travail". Ni plus ni moins! Comme "soutien à la lutte" on ne peut faire mieux. Il n'y a d'ailleurs pas d'épithète assez fort pour qualifier de tels procédés orduriers.

● VENDREDI 25 FEVRIER

L'assemblée générale, grévistes et non grévistes réunis (car le rapport de force interne ne permet pas de les écarter des votes), doit se tenir l'après-midi à 15h et prendre position par rapport à la proposition de l'Office faite la veille. En laissant aux ou-



L'assemblée des ouvriers de Matisa

taires combattifs, d'organiser des nouveaux ou groupes d'ouvriers pour une défense de classe.

Les ouvriers polonais ont montré un magnifique exemple d'organisation de leur classe pour défendre leurs conditions de vie. Toute proportion gardée avec le niveau de la lutte ici, c'est cet exemple qu'il faut suivre :

- s'organiser hors des syndicats pour
- informer et dénoncer systématiquement les attaques patronales et de l'Etat,
- contribuer à l'organisation des prolétaires dans les entreprises,
- élargir les liens entre les prolétaires des différentes entreprises, des différentes régions,
- combattre dans les syndicats officiels le sabotage des bureaucrates.

Voilà de manière condensée quelles sont les tâches impératives aujourd'hui POUR QUE CHAQUE OCCASION DE LUTTE RENFORCE LA CLASSE OUVRIERE CONTRE SES ENNEMIS. Voilà sur quels objectifs immédiats nous appelons les prolétaires à se battre.

- A BAS LA PAIX DU TRAVAIL !

- CONTRE LES ATTAQUES PATRONALES : LA GREVE SANS PREAVIS NI LIMITATION PREALABLE DE DUREE, COMME A MATISA, COMME A LA TRIBUNE DE GENEVE.

- POUR UNE UNITE OUVRIERE COMBATTANTE !

- POUR LA LUTTE, IL FAUT S'ORGANISER. ●

vriers l'initiative de tenir leur AG l'après-midi, les patrons et l'Office commencent une erreur qu'ils ne renouvelèrent pas une semaine plus tard. En effet, le comité de grève eut à disposition toute la matinée pour expliquer le sens de la proposition sur laquelle les ouvriers devaient se prononcer. En outre, une conférence de presse sera organisée le matin devant le portail pour expliquer la position des grévistes.

15h. : 158 travailleurs sont présents à l'assemblée. Von Schack et Raboud exultent, l'affaire est dans la poche pensent-ils: 56 grévistes sur 158 travailleurs présents, le vote écrasera les grévistes et nous gagnerons sans reculer d'un petit pouce de nos positions (1)! C'était compter sans l'impact des arguments des grévistes sur les non-grévistes eux-mêmes! Ces messieurs de la direction perdirent leur verve et leur sourire au fur à mesure du dépouillement des bulletins de vote. Par 79 voix contre 69 et 10 bulletins blancs, la proposition de l'Office était rejetée. LA GREVE CONTINUE!

● SAMEDI 26 ET DIMANCHE 27 FEVRIER

Durant les 2 jours du week-end, une guinguette est installée au piquet de grève devant le portail. L'afflux important de travailleurs au piquet ces 2 jours fut un encouragement pour les ouvriers de Matisa à continuer la lutte. Mais il démontrait aussi l'isolement dans lequel se trouvent les travailleurs dans les entreprises. Pour beaucoup d'entre eux, leur passage au piquet était non seulement un acte élémentaire de solidarité envers des prolétaires en lutte, mais aussi pour eux une manière de rompre cet isolement. Cela démontre la nécessité urgente de ressouder les rangs ouvriers.

● LUNDI 28 FEVRIER

Les ouvriers reçoivent encore une lettre de licenciement (Certains en recevront deux le même jour!) pour les intimider, mais cela fait partie de la routine. Les ouvriers font des paquets bien ficelés qu'ils renvoient à l'expéditeur. Quant aux pompiers syndicaux - déçus du résultat du vote - ils tournent comme des mouches, ne ratant pas une occasion de démoréaliser les ouvriers du piquet, et se mettent au travail pour préparer leur assaut final contre les grévistes (2).

● MARDI 1 MARS

La grève continue, mais l'Of-

fice de conciliation se remet en route pour définir avec la direction un nouveau plan social.

● MERCREDI 2 MARS

L'Office de conciliation met ses dernières touches au plan social qu'il compte proposer aux ouvriers jeudi.

Le soir une partie du comité de grève se rend à Zürich où a été organisée une assemblée publique. Lors de l'assemblée, la trahison des pompiers syndicaux est dénoncée par tous. A la fin de l'assemblée, une manifestation spontanée est organisée, elle se dirige vers les locaux de la FTMH bloquant la circulation à son passage. Arrivée sur place, les manifestants videront les poubelles du quartier devant la porte du syndicat pourri.

● JEUDI 3 MARS

L'assemblée générale qui doit se prononcer sur la nouvelle proposition de l'Office doit se tenir le matin. Le comité de grève tentera en vain de déplacer l'assemblée dans l'après-midi, pour lui permettre de donner des directives claires et toutes les explications nécessaires aux ouvriers. Dans son tract d'information, le comité de grève déclarera : " Tout accord qui ne suspend pas les licenciements et n'assure pas toutes les places de travail est suicidaire. La grève est justement utile pour obtenir cela. Ni les indemnités de départ, ni un plan social vague ne nous permettront, avec la crise actuelle, de retrouver du travail aux mêmes conditions".

Mais cette fois-ci, l'Office n'était pas venu les mains entièrement vides. Ses tractations avec la direction de Matisa avaient abouti, puisqu'il fallait un appât pour casser la grève, à l'octroi par Matisa d'une somme de 550'000.- à titre d'indemnités de licenciements, en suppléments des sommes légalement dues aux travailleurs licenciés.

La reprise du travail en cas d'acceptation de l'accord était fixée à 15 h. du même jour.

Trahis depuis deux semaines par les directions de la FTMH et de la FCOM, isolés par l'absence d'un réel soutien de classe, les grévistes de Matisa ne purent convaincre lors de la dernière assemblée.

Faisant écho au plaidoyer de von Schack en faveur du nouveau plan social, Ghelfi (FTMH) et Jeandupeux (FCOM) appelèrent les

ouvriers à voter pour cette proposition de l'Office de conciliation et par conséquent à renoncer à leur revendication et à stopper la grève.

Les syndicats ne pouvaient pas mieux s'y prendre, après deux semaines de combat contre la grève, ils s'alignaient derrière les patrons à la première miette cédée!

Le vote donnera raison à l'Office de conciliation par 103 voix contre 43.

Le résultat du vote entérinant la proposition de l'Office, le rapport de force des grévistes face à l'union syndicats-patronat-Office de conciliation, ne permettait plus de poursuivre la grève, même minoritaire.

● APRES LA GREVE

L'heure est maintenant au bilan. La grève de Matisa a montré à la classe ouvrière en Suisse qu'il était possible de se battre par l'action de classe contre les attaques du capital, malgré la chape de plomb de la "Paix du Travail", malgré l'hostilité des appareils syndicaux à toute lutte ouvrière. Les ouvriers de Matisa ont fait une magnifique démonstration de ce qu'est la force de la classe ouvrière : son unité dans la lutte de classe. Cela ils l'ont démontré dans des conditions rendues très difficiles par le sabotage systématique de leur lutte des pompiers syndicaux et par l'absence de toute réaction classiste de solidarité.

Aujourd'hui, les ouvriers d'avant-garde doivent s'organiser pour que se tisse un réseau de liens et se construise une organisation ouvrière sur des positions syndicales de classe. C'est ce besoin que Matisa a fait ressentir dans les faits. C'est à ce besoin d'organisation qu'il faut répondre. ●

(1) von Schack, sur le ton de l'ironie, déclara aux grévistes avant le vote : " J'espère que la minorité se pliera à la majorité? " Mais il ne pensait pas se retrouver dans cette minorité!

(2) Parmi leurs armes favorites de démolition, citons le fait de mettre en évidence les difficultés matérielles des ouvriers ayant une famille au cas où la grève continuerait, ou encore les allusions perfides sur l'intervention de la police contre le piquet pour violation de domicile!

Le blindage de l'Etat et des patrons c'est la Paix du Travail des syndicats

La grève de Matisa a montré la capacité de la paix du travail, défendue à l'occasion par la FTMH et la FCOM, à saboter les efforts des ouvriers pour imposer leurs revendications. Mais elle a aussi montré ses faiblesses potentielles face à la lutte ouvrière et à la solidarité qu'elle peut faire naître.

En 83, Ghelfi (FTMH) n'a pas voulu refaire la triste expérience de 76, lors de la première grève Matisa qui dura 3 semaines, où la FTMH était partie en guerre contre la grève dès le premier jour et avait retiré tout soutien aux grévistes. Le tolé général que souleva une telle attitude parmi la classe ouvrière et dans les rangs des syndiqués fut tel qu'après 10 jours de grève, la FTMH dut faire un piteux mea-culpa. Ce mea-culpa n'était pas gratuit et ne signifiait nullement que la FTMH allait soutenir réellement les grévistes. Il signifiait seulement que, ne pouvant pas attaquer la grève frontalement, la FTMH changeait de tactique et attaquait de l'intérieur.

Cette année la FTMH, qui retient les leçons de l'histoire, adopta tout de suite la tactique de la 5ème colonne. Son "soutien" affirmé dès le premier jour, n'avait d'autre motif que d'apparaître comme le représentant légitime des travailleurs auprès des patrons, de l'Office de conciliation, du Tribunal arbitral et des ouvriers de l'extérieur, peu au courant de la situation réelle.

La première erreur à ne pas faire dans une telle situation est donc de crier "victoire les

syndicats soutiennent". Les grévistes de Matisa ne l'ont pas fait car, expérience faite, ils connaissent déjà la sordide réalité du "soutien" de la FTMH. Les prolétaires se moquent bien des grandes déclarations de principe, ce qu'ils veulent c'est voir se REALISER DANS LES FAITS la solidarité tant proclamée. Et en cela, ils ont mille fois raisons.

Mais la paix du travail ce n'est pas seulement quelques bureaucrates syndicaux sclérosés, c'est aussi toute un appareil juridique dont la fonction est d'offrir une alternative illusoire à la lutte directe. Ce fut toute l'action de Greulich au siècle passé de convaincre les patrons que pour leurs propres intérêts, ils ne devaient pas laisser la classe ouvrière devant la seule alternative : SUBIR ou LUTTER !

L'alternative proposée par les agents syndicaux de la bourgeoisie au sein du prolétariat fut donc : subir dans l'illusion de lutter. Mais pour cela, il fallait mettre en place un certain nombre d'organismes, les Offices de conciliation, les Tribunaux arbitraux et les Tribunaux prud'hommes, pour dévier les réactions ouvrières en un lieu soit-disant "neutre" mais où le patronat et l'Etat gardaient le rapport de

force en leur faveur.

Ces organismes de l'Etat ont parfaitement joué leur rôle, avec le soutien de la FTMH et de la FCOM, lors de la grève de Matisa. Les ouvriers se battaient contre tout licenciement! Les patrons, la FTMH, la FCOM et l'Office de conciliation se battaient chacun à leur façon pour faire passer la pilule des licenciements ! L'appareil de la FCOM, moins puissant que celui de la FTMH, rendit plus discrète les interventions des deux bureaucrates locaux, mais leur trahison n'en est pas moins grande que celle de la FTMH.

Il ne faut pourtant pas croire que détrôner les vieux crabes des syndicats, localement les Ghelfi ou les Chanex, suffirait à redonner une couleur classiste aux syndicats. Si aujourd'hui ceux-là sont au sommet de la pyramide syndicale c'est que leurs méthodes de sabotage correspondent à une certaine réalité. L'application de leur politique de trahison pure et dure dépend de l'absence de grandes luttes ouvrières. Mais demain ces bureaucrates-là rejetés en bloc par les ouvriers en lutte, ne pourront plus être d'une grande utilité pour briser les grèves. Avec la renaissance des luttes immédiates émergera inévitablement une autre génération de saboteurs, opposés au formalisme de la paix du travail et sachant s'intégrer dans les luttes pour les dénatuer.

(suite en page 5)

PS et PSO : les perspectives du réformisme

Comment le PS tire les marrons du feu

Parti bourgeois, le PS possède à l'inverse des organisations politiques bourgeoises traditionnelles, une plus grande facilité d'adaptation sur le terrain social. La grève Matisa a montré comment dans la réalité sociale, le PS, membre de cet exécutif fédéral qui détermine la politique d'attaque constante sur les conditions de vie des travailleurs, peut faire illusion sur le terrain par une certaine agitation politique.

La question qu'il faut se poser pour comprendre l'attitude du PS durant la grève, c'est au service de qui et de quels intérêts s'est fait cette agitation politique. En faisant défiler 40 députés au piquet de grève, en y envoyant même les crabes détestables que sont les arrivistes Cru-chaud (chef de la police de Lausanne), Schmutz et Duvoisin, tous deux conseillers d'Etat, le PS ne cherchait nullement à soutenir la grève des ouvriers de Matisa sur son objectif de classe, c'est-à-dire la lutte contre les licenciements avec l'usage de la grève comme arme fondamentale.

Si le PS a trouvé un terrain favorable dans la grève de Matisa, pour se mettre sur le devant de la scène politique, c'est que celle-ci se déroulait dans un contexte particulier lui permettant de faire l'amalgame entre la lutte des ouvriers de Matisa et la défense d'intérêts capitalistes locaux contre ceux d'une multinationale, Canon.

Le PS n'a pas bougé le petit doigt pour organiser sur le terrain la défense des travailleurs de l'horlogerie, ni pour celle des ouvriers de la métallurgie, des Charmilles à Hispano en passant par la SIM et HPI. Et pour cause, on ne peut défendre l'ordre bourgeois et l'intérêt des ouvriers.

Mais à Matisa, le PS pouvait, en tant que défenseur des intérêts locaux du capital, accuser la multinationale Canon de couler une industrie "viable" par une mauvaise gestion, et de mettre ainsi en danger l'économie régionale. Sur ce terrain convergent évidemment toutes les forces sociales et politiques bourgeoises. Le PS s'appuya donc sur la grève de Matisa pour accuser la "droite" d'être à l'origine de cette déroute de Matisa en ayant bradé l'entreprise à des capitalistes étrangers. En d'autre terme, le PS tenta de se montrer meilleur gérant des intérêts du capital local que ceux qui devaient en être les représentants directs, les radicaux et les libéraux.

Aujourd'hui, le PS est satisfait, le capital Matisa est revenu en main suisse, celles de la SIG. Dans ce monde où les enjeux de l'impérialisme mettent à feu et à sang tous les continents, la prospérité des marchands de canons (dont SIG fait partie en tête de liste) doit certainement représenter pour le PS un bon gage pour l'avenir de Matisa.

D'autre part, si le PS s'est permis de monter tout ce carnaval autour de Matisa, c'est aussi parce que la grève n'avait pas la force de rejeter, comme contraire aux intérêts de la lutte, toutes les tentatives de la ramener sur le terrain parlementaire et d'en faire un tremplin pour une politique réformatrice au service du capital. Une telle situation

ne se serait pas produite en 76. Cela est clair même pour le PS.

La convocation du Grand Conseil (législatif vaudois) en session extraordinaire fut l'apothéose de toute cette mascarade. Le plan "anti-crise" présenté à l'occasion par le PS est le plus pur reflet des illusions démocratiques que peut nourrir la classe ouvrière mais contre lesquelles il faut se battre impitoyablement parce qu'elles sont le plus grand obstacle au développement de la lutte de classe.

Ce n'est pas comme le propose le plan du PS, le renflouement des entreprises en difficultés par l'Etat ou les banques, ni la nomination bureaucratique de commission d'entreprise (au surcroît formées de 2/3 de syndiqués!!!). ni de meilleures lois contre les licenciements, qui empêcheront les patrons de licencier.

Renflouer une entreprise par le capital de l'Etat ou des banques signifie inmanquablement restructuration, donc augmentation de la productivité du travail, donc licenciements pour faire plus avec moins de bras.

Nommer bureaucratiquement des CE sans qu'elles soient l'émanation d'une lutte, n'apporte aucune garantie quant à la capacité de la CE d'organiser une défense permanente des travailleurs de l'entreprise. L'exemple montre au contraire que, dans l'ambiance de collaboration de classe qui caractérise le climat social helvétique, les CE sont quasiment toutes vendues aux intérêts patronaux.

Aucune loi, aucun bout de papier ne peut constituer un rempart à la crise capitaliste internationale ! La France, par exemple possède une législation soit-disant beaucoup plus avancée que celle de la Suisse en matière de protection contre les licenciements. Le résultat c'est 2 millions de chômeurs et des acquis qui s'évaporent en fumée sous les coups de boutoir des plans d'austérité de la gauche. Seule la lutte de classe constitue une arme efficace contre les licenciements.

Quant à la revendication démocratique du SMIG, il ne coûte rien au PS de l'avancer sur le papier puisque dans les faits la paix du travail, qu'il défend, paralyse toute tentative de lutte partielle pour l'augmentation des plus bas salaires, dans les magasins notamment.

En tentant de tirer le rideau parlementaire sur la scène de la grève de Matisa, le PS a - à une échelle réduite certes aujourd'hui - montré comment il entendait masquer la lutte de classe. A l'objectif de se servir des luttes ouvrières comme levier pour la "lutte" parlementaire nous opposerons simplement l'objectif des grévistes de Matisa :

" 1 Matisa, 10 Matisa, 100 Matisa "

Le PSO à la queue du réformisme

Dans cet article, comme dans celui sur le PS, nous ne critiquons pas l'apport réel dans le soutien matériel de la grève des militants de base de ces organisations. La sincérité avec laquelle ces militants ont pu mener à bien ces tâches de logistique n'enlève rien à la critique de fond qui doit être faite sur les perspectives que leurs organisations donnent à cette lutte et à la lutte ouvrière de manière générale.

Les exigences pratiques du soutien à la grève ont absorbé l'ensemble des forces militantes d'horizons différents venues au comité de soutien et éclipsé momentanément les divergences politiques sur les perspectives à donner à cette lutte.

Ce n'est donc qu'une fois la grève terminée, lorsque se posait la question du bilan et des perspectives, que surgirent des orientations totalement divergentes,

rendant impossible la continuation d'un travail commun. L'orientation du PSO, à laquelle nous nous sommes opposés, consistait à profiter du rassemblement de toutes les forces réformatrices dans le comité de soutien à la grève de Matisa, pour en faire un instrument privilégié du "front de toutes les forces de gauche" qu'il rêve réaliser et pour avancer des solutions réformatrices "radicales" pour lutter contre la crise capitaliste.

Cette perspective n'est pas fortuite, elle se rattache à la logique gradualiste de la IVème internationale qui considère le passage à un gouvernement de coalition de gauche comme étape positive, nécessaire et indispensable pour la prise du pouvoir par le prolétariat. Dans cette perspective, l'alliance avec les réformatrices contrerévolutionnaires devient une nécessité de TOUTE HEURE ! Et le PSO n'hésite jamais à pousser la classe ouvrière dans les bras des saboteurs de ses luttes sous le prétexte fallacieux de la nécessaire "unité" !

Nous sommes pour l'unité. Mais pour l'unité de la classe ouvrière, pour le FRONT UNI de tous les prolétaires contre tous les capitalistes, s'appelleraient-ils Furgler ou Ritschard ! Pas pour l'unité qui lie la classe ouvrière aux représentants de l'ordre bourgeois, opérant maintenant à ciel ouvert en France, en Espagne et en Grèce pour faire avaler les couleuvres de l'austérité et de la rigueur aux prolétaires !

Le front uni cartellaire vers lequel veut tendre le PSO ne renforce pas l'organisation de la classe ouvrière sur son terrain propre. La grève de Matisa a fait surgir de l'ombre des forces ouvrières unies dans le même combat. Ces forces-là sont indispensables au développement des luttes ouvrières futures. Elles constituent un noyau qu'il ne s'agit pas de transformer en "caution ouvrière" des campagnes sur les

illusoire recettes anti-crise du PSO, mais d'organiser et d'élargir sur la base d'une défense de classe des intérêts prolétaires.

Les grévistes de Matisa n'ont pas voulu servir de caution au PSO mais renforcer l'organisation à la base de la classe ouvrière. En cela, nous leur donnons cent fois raison.

A Yverdon où le PSO avait les mains libres, un "comité pour la défense de l'emploi" - à l'image de celui qu'il aurait voulu fonder à Renens - a été créé avec la participation du MPF (1) et du POP (2). Le résultat ne s'est pas fait attendre. Sitôt formé, ce comité a lancé une campagne pour que les PTT reviennent en arrière dans leur décision d'adjuger leur informatisation à NCR plutôt qu'à HPI d'Yverdon. (3).

Voilà maintenant que le PSO rejoint la bande des sociaux-chauvins qui hurlent "achetez suisse!" mot d'ordre dont la "vertu" profite aux seuls patrons et à l'Etat, soucieux d'améliorer le civisme des prolétaires pour leur ôter l'idée qu'ils appartiennent à une seule classe internationale opposée à tous les intérêts capitalistes nationaux !

Quant aux moyens de lutte proposés par ce comité, ils ne varient pas d'un pouce de l'ordinaire du réformisme : initiative et toujours initiative ! ●

- (1) Mouvement populaire des familles
- (2) Parti ouvrier populaire
- (3) " Nous...appelons au développement d'une campagne visant à faire revenir les PTT sur leur décision et à empêcher à l'avenir la rédaction de faits semblables".

GTS et Matisa

L'initiative du GTS réclamant que le "groupe parlementaire du PSS dépose un projet de loi empêchant les capitalistes et les banquiers de licencier à leur gré", a été lancée avant la grève de Matisa. Elle ne faisait donc pas référence à des luttes particulières. Mais depuis la grève de Matisa le GTS en a modifié le texte en citant comme un des aspects positifs de cette lutte le fait que le PSV soit intervenu sur le plan parlementaire au Grand Conseil vaudois (voir texte en note 1).

Cette intervention n'a pas été demandée par les grévistes. Au contraire, l'avant-garde des ouvriers en lutte a organisé cette grève justement parce qu'elle ne croit pas en la vertu des lois bourgeoises pour battre en brèche les licenciements. La lutte des ouvriers de Matisa, comme exemple de méthode de défense ouvrière, est objec-

tivement séparée d'un infranchissable fossé d'avec les méthodes parlementaires stériles. Tendre un pont entre ces deux méthodes c'est dénaturer complètement la lutte de Matisa, pour n'en faire qu'un accessoire de théâtre pour marionnettes de Parlement.

Le comité de grève de Matisa l'a bien compris et a écrit un communiqué à l'intention de toutes les organisations qui ont exercé leur soutien durant la grève, en leur demandant de le publier dans leur presse. C'est ce que nous faisons ici.

(1) "Lors de la session extraordinaire du Grand Conseil vaudois demandée par le PSV suite à la grève des travailleurs de Matisa, ses députés se sont adressés aux Chambres fédérales par voie d'une initiative cantonale pour que "des mesures soient prises dans les plus brefs délais en matière de protection contre les licenciements collectifs pour motifs économiques." ●

COMMUNIQUE DU COMITE DE GREVE DE MATISA

Nous tenons à dénoncer auprès de toutes les organisations qui ont participé activement à la défense physique du piquet de grève, l'utilisation faite de notre lutte par les misérables politicards du GTS dans le cadre de leur pétition : "Contre le chômage et les licenciements"

Ces "lumpen intellectuels" de la gauche soit-disant radicale espèrent se servir de notre lutte pour développer leur campagne publicitaire sur le terrain parlementaire. Nous rejetons la manipulation qui consiste à faire croire que nous espérons du PS une aide sur ce terrain. Pour nous, ce qui était important, c'était la présence physique de députés du PS au piquet, car c'est de forces physiques dont nous avons besoin. La cuisine parlementaire nous était indifférente. Par contre, nous n'avons pas vu au piquet ces rats de la haute politique.

Plus grave, la pétition lancée est rien moins qu'une tentative de dévier le mécontentement ouvrier contre les effets de la crise sur un autre terrain

que celui sur lequel nous nous sommes battus à Matisa. Notre grève est exemplaire parce qu'elle a démontré que l'on peut aujourd'hui briser le carcan de la "Paix du travail". Notre espoir c'est : 1 Matisa, 10 Matisa, 100 Matisa. Voilà la seule méthode à laquelle nous croyons pour défendre les intérêts des travailleurs. La pétition du GTS c'est le renforcement des illusions sur un Etat protégé par la loi les travailleurs. Elle a pour effet immédiat la DEMOBILISATION.

Nous appelons tous ceux qui ont reconnu dans notre méthode de lutte la seule méthode de défense efficace des travailleurs à dénoncer l'opération du GTS en montrant qu'elle s'oppose à l'extension des luttes réelles partout où cela est nécessaire. ●

**Soutenez la presse du Parti
Diffusez-la ! Abonnez-vous !**

PLAN DE RELANCE

Un plan pour faire survivre un système à abattre

Devant le "club Efficience" à Lausanne, l'ancien conseiller fédéral Nello Celio déclarait: "Nous sommes dans une période de longue et profonde restructuration, qui ne se fera pas sans dégâts." Voilà au moins un aveu que nous devons méditer. Pour la bourgeoisie, l'époque est au renforcement des sacrifices pour les salariés, car c'est de cette seule condition que pourra venir le salut, c'est à dire le maintien voir le renforcement des exportations suisses sur le marché mondial. Tout ce qui a été dit sur la nécessaire mutation technologique de l'industrie ne vise qu'un seul but: obtenir le coût de production le plus compétitif en augmentant la productivité du travail salarié. Mais pour atteindre ce but enthousiasmant, la bourgeoisie doit pouvoir trouver sur le marché des capitaux en suffisance. Etant donné la conjoncture peu réjouissante du marché mondial, les capitaux privés préfèrent investir dans des affaires spéculatives ou dans des affaires moins risquées que celles qui consistent à aider des secteurs en voie de crise comme l'industrie des machines. De plus le volume des investissements nécessaires ne permet pas toujours de trouver des capitaux disposés à prendre de tels risques. On comprend dès lors que l'Etat soit le seul investisseur capable d'intervenir pour sauver ce qui peut l'être, non pas au nom de critères humanitaires mais parce que le sauvetage de ou des secteurs est indispensable à la poursuite de toute une série d'activités qui lui sont adjacentes. L'exemple le plus flagrant est la nationalisation des secteurs producteurs d'énergie et des transports. Les nationalisations, tant décriées par tous les partis de la droite bourgeoise, sont cependant largement admises par elle lorsqu'il s'agit de secteurs aussi fondamentaux.

C'est de ce point de vue qu'il faut interpréter le "Plan de relance" présenté par Furgler en février. C'est donc un milliard que la Confédération entend utiliser pour stimuler l'économie nationale quelque peu assoupi par les difficultés du marché national et international. Le but d'un tel plan est présenté par Furgler lui-même: "En agissant à temps, nous sauvegardons aussi mieux la Paix sociale, qui est un de nos atouts

(souligné par nous)." Stimuler un marché saturé de marchandises de toute provenance, est la gageure d'un tel plan, d'un point de vue économique. D'un point de vue politique, c'est garantir la Paix sociale. L'Etat se présente bien aujourd'hui comme l'indispensable instrument de la sauvegarde sociale.

Revenons au plan; avec un milliard, la Confédération attend en retour deux à trois milliards de commandes pour l'industrie suisse. Elle entend donc stimuler la demande assoupie par la crise. Et le marché qui immédiatement va bénéficier de ces largesses c'est l'industrie de mort, l'industrie d'armement. En passant une commande de 275 millions, le DMF rénove le matériel de défense nationale tout en assurant quelques mois de travail à l'industrie guerrière. Le capitalisme est bien un ordre immonde puisque c'est la guerre qui contribue à le faire vivre.



Mais ce quart de milliard est bien ridicule et il est nécessaire d'envisager d'autres stimulations. Elles passent évidemment par une stimulation des marchés extérieurs, tant il est vrai que pour se livrer à sa boulimie accumulative le capital a besoin du marché le plus large, le marché mondial. Ainsi cent millions sont ils affectés à l'octroi de crédits mixtes (1) au pays en voie de développement. Ils peuvent rapporter deux à trois fois leurs montants en commande à l'industrie nationale. On a bien l'application, comme en régime mercantile, du principe de l'ascenseur. De plus 170 millions seront affectés à la "garantie contre les risques à l'exportation", 17 millions pour développer la "promotion à l'exportation" et trois millions pour engager dix-sept assistants commerciaux supplémentaires rattachés aux ambassades. Enfin, vingt-cinq millions supplémentaires seront affectés à la recherche scientifique selon la répartition classique: la recherche fondamentale à la charge de l'Etat, la recherche appliquée à celle des entreprises. Et comme dit Celio, il faut qu'elle se concentre dans les domaines à FORTE VALEUR AJOUTÉE.

Nous passerons sur toute une série de fonds destinés à divers secteurs comme l'épuration des eaux ou l'entretien des routes qui sont du ressort classique de l'économie publique.

La cohorte des pleureuses qui gémissent sur les absences du "plan de relance" ne doit en aucun cas troubler les militants qui se posent la question: que faire aujourd'hui. Quand les politiques des régions durement atteintes, comme le Jura horloger ou le pays de Vaud et Genève de l'industrie des machines,

pleurent sur le fait que rien n'est prévu pour leur région, ils s'apitoient plus sur le sort de leur carrière politique liée aux résultats de l'économie régionale que sur le sort des travailleurs licenciés. La Confédération utilise les deniers publics dans les secteurs vitaux de l'économie non dans les secteurs moribonds.

La crise internationale fait sentir ses effets au delà des secteurs traditionnellement en crise depuis plus de dix ans comme l'horlogerie ou le textile, et touche d'autres secteurs comme l'industrie des machines. Demain elle risque d'en toucher d'autres encore en pleine santé, comme la chimie ou l'alimentation. Cela c'est la perspective que nous offre un mode de production dominé par le marché.

En système capitaliste, c'est le marché qui règne en dictateur. S'il est en voie de saturation dans la plupart des branches comme cela se déroule aujourd'hui, il faut des artifices pour le stimuler. L'exemple suisse, mais pour tous les Etats il en serait de même, montre qu'ils renforcent trois phénomènes:

- L'exploitation du travail salarié pour abaisser les coûts de production.
- La soumission des pays de la périphérie au pays du centre par le biais notamment des investissements et des prêts. Il n'est qu'à voir la politique du FMI et de la Banque Mondiale dictant aux pays créanciers des plans d'assainissement d'une violence inouïe.
- L'économie de guerre, par la rénovation du matériel, et l'exportation toujours plus massives des armements.

Quand un régime ne connaît plus que la généralisation de l'oppression comme force de survie et n'a pour perspective qu'un troisième holocauste, il est temps de l'abattre. C'est cela à quoi doivent se préparer tous ceux qui aspirent à autre chose.

(1) Crédits constitués de fonds privés et publics (ceux de la Confédération)

LES LICENCIEMENTS NE SONT PAS UN MYTHE

L'EMPLOI EN 1982

De 1978 à 1981 l'effectif des personnes occupées dans les divers secteurs de l'économie suisse accusait un léger accroissement et la bourgeoisie chantait de nouveau les vertus du capital à surmonter les difficultés passagères. Cet accroissement a pris fin en 1982. Le nombre total des personnes occupées dans l'industrie, la construction et le secteur des services a diminué, en 1982, de 1,4% ou 35 600 personnes, par rapport à 1981, le secteur secondaire (industrie et construction) subissant la plus forte baisse du nombre d'emploi. Par rapport à 1981 cette baisse s'établit par secteur comme suit:

CONSTRUCTION	-9,7%
HORLOGERIE	-12,0%
TEXTILE	-4,0%
MACHINES - OUTILS	-4,0%
ARTS GRAPHIQUES	-3,8%

Dans les chiffres officiels concernant le chômage, les "départs volontaires", les mises à la retraite anticipée, l'abandon d'une activité professionnelle par les retraités et le "retour" au foyer des femmes qui ont arrêté de travailler ne sont pas comptabilisés. Nous pouvons estimer à environ 28 000 sur les 35 600 pertes d'emploi en 82 le nombre de ces oubliés de la statistique. Il faut également mentionner le fait que beaucoup de frontaliers ont perdu leurs emplois. Utilisés comme volant de main d'oeuvre, leurs places de travail perdues sont difficilement évaluables. Les pertes d'emploi, selon les patrons eux-mêmes, frapperont d'ailleurs durement cette catégorie de travailleurs en 83, avec les saisonniers.

1983: LE CAPITAL POURSUIT SON ATTAQUE.

La bourgeoisie est évidemment incapable de donner des pronostics clairs sur le développement de la crise capitaliste, car les mécanismes du capital lui échappent complètement. Ce qui caractérise justement le capitalisme c'est d'être un mode de production totalement anarchique. Les prévisions du patronat ne vont donc rarement plus loin que leurs carnets de commandes. Dès qu'il faut faire des pronostics plus lointain, l'idéologie prend le pas sur les données brutes, et les bourgeois brossent un

avenir rassurant pour ne pas éveiller l'inquiétude des prolétaires.

Aujourd'hui, malgré quelques distorsions entre elles, les déclarations patronales sur l'emploi en 83 vont toutes dans le même sens, celui de l'accroissement des licenciements.

279e bulletin de la Commission fédérale pour les questions conjoncturelles, 16 décembre 1982, p. 8, :

"Le fléchissement de la production indigène affectera de manière accentuée la SITUATION SUR LE MARCHE DU TRAVAIL. Contrairement à l'évolution de la production, la réduction des effectifs de travailleurs pourrait même être plus drastique en moyenne annuelle que durant l'exercice écoulé (...). La perte globale d'emplois est évaluée à près de 1% pour 1983 ou environ 25 000 à 30 000 unités."

* CHOMEURS COMPLET

Les chiffres du tableau ci-dessous nous donnent une idée de l'extension du chômage en Suisse.

Chômage complet	82	83
JANVIER	11 725	27 869
FÉVRIER	9 692	27 828
MARS	9 445	25 868

* TAUX DE CHOMAGE

Moyennes nationales:			
0,2%	0,4%	0,9%	0,9%
en	en	en	en
1981	1982	janvier 1983	février 1983

* CHOMEURS PARTIELS

1981	1982	1983	
		janv	fév.
5704	36 611	68 545	68 807

Les chiffres de 1981 et de 1982 indiquent des moyennes annuelles. On peut s'attendre à une aggravation de la situation au 3eme trimestre 1983. Brow Boveri et Cie a déjà annoncé 2200 mise au chômage partiel à partir du mois de juillet. Ainsi que la fabrique de locomotive à Winterthur qui prévoit quant à elle 300 personnes touchées par des réductions d'horaire pour la même période.

* LICENCIEMENTS

En janvier 1983, il y a eu 1094 licenciements officiellement dénombrés et 1227 annonces de résiliation de contrat pour une date ultérieure. La liste ci-dessous n'est pas complète, elle n'est qu'indicative, mais suffisante pour montrer l'ampleur des attaques patronales sur les conditions de vie de la classe ouvrière.

Licenciements prévus ou déjà en cours cette année:	
TAVARO, Genève	82
CHARMILLES, Genève	80
MATISA, Vaud	216
LANDIS & GYR, Zoug	167
CHAM, Zoug	150
SIG, Schaffhouse	83
LAHCO, Saint-Gall	90
GEORG FISCHER, Aarau	115
CONTRAVES S.A. (BUEHRLE), ZH	450
ASUAG	400

Avec l'aggravation de la crise capitaliste mondiale, la petite Helvétie n'échappera pas à de plus grands bouleversements économiques. Il n'y a pas une entreprise aujourd'hui qui ne soit touchée par la récession, il n'y a pas un travailleur qui n'ait senti sur sa tête planer des menaces de licenciement

Oméga-Bienne: après les licenciements



ment ou qui ne se soit pas déjà fait jeter sur le pavé. Les réactions ouvrières à ces licenciements sont aujourd'hui globalement nulles, mais les quelques luttes menées à Matisa ou à la Tribune de Genève, sont un guide pour la lutte. Leur exemple doit être suivi!

Les quelques cas de licenciements que nous donnons montrent clairement qu'il existe une situation objective favorable pour que s'organise la riposte, pour que les ouvriers tissent des liens entre eux, pour combattre la trahison des notables syndicaux.

Le blindage de l'Etat et des patrons c'est la Paix du Travail des syndicats

(suite de la page 3)

Pendant la grève de Matisa, plusieurs ouvriers ont fait la réflexion: "si on avait des syndicats qui nous défendent comme en France ou en Italie, nous pourrions gagner". Il ne faut pas se faire des illusions sur les syndicats des pays voisins: eux aussi défendent la PAIX SOCIALE.

C'est la CGT et la CFDT qui sont chargées aujourd'hui de faire passer tous les plans d'austérité de Mauroy. Ce sont elles qui fractionnent les luttes de l'automobile depuis deux ans pour éviter à la gauche au gouvernement d'avoir à faire face à un seul front de lutte puissant et capable d'entraîner d'autres secteurs

comme la sidérurgie. Les syndicats italiens ou espagnols ne font pas mieux.

Conservé la paix sociale est un objectif permanent du capital pour défendre son ordre social. Les moyens pour atteindre cet objectif sont fonction d'un contexte historique et du rapport de force entre les classes.

Qu'ils s'appellent Müller (président de l'USS), Maire ou Krasuki (CFDT et CGT) l'objectif reste le même, seuls les moyens changent selon la situation sociale.

Seule la lutte de classe démasquera dans les faits à la classe ouvrière au service de qui sont les appareils syndicaux. La grève de Matisa a été un des éléments de cette démonstration.

A propos des innovations technologiques

CAPITAL ET INFORMATIQUE

Cybernétique, informatique, bureautique, télématique, tels sont les nouveaux termes qu'il faut absolument placer dans un discours politique ou universitaire, ou après un repas d'affaires, si l'on veut passer pour un "homme de progrès". Les roquets de l'intelligentsia universitaire et journalistique qui veulent voir leurs carrières s'envoler vers des sommets inespérés entonnent les couplets de la "révolution micro-électronique". A les écouter, la puce électronique va libérer l'humanité de ce mal millénaire : LE TRAVAIL. Pour eux, le développement informatisé de la société bourgeoise, c'est la société idéale de demain. Comment passera-t-on de cette société d'exploitation à l'utopie de la société des gadgets électroniques où le nec plus ultra de la communication humaine se fera par télé-écran interposée, ils se garde bien de nous le dire? La fonction de ces rêveurs d'une société as-éptisée presse-bouton n'est pas de décrire le vraisemblable, mais de déverser des torrents de propagande en utilisant tous les médias pour convaincre, du moins l'espèrent-ils, les exploités d'aujourd'hui que l'"avenir radieux" est proche, pourvu qu'ils gardent patience. Vendre l'utopie sociale comme l'on vend des savonnettes, avec les méthodes souriantes du marketing de supermarché, voilà le sens de cette écoeurante campagne. Qu'en est-il en réalité?

La micro-électronique, représentée par les formidables capacités des "circuits intégrés" est en train d'envahir tous les domaines de la production. Comme toute découverte technologique, le circuit intégré est l'aboutissement d'une série de recherches qui débutent avec les tubes à vide, passent par les transistors et aboutissent au circuit imprimé. Comme c'est le cas dans bien des inventions, l'ordinateur a une origine militaire. Le premier, l'ENIAC, est né en 1945 d'une commande du "Laboratoire de recherches balistiques de l'armée américaine". Pesant 30 tonnes, constitué de 18 800 tubes à vide, il était extrêmement capricieux et peu fiable et nécessita deux années et demie de construction pour souder 500'000 connexions électroniques. Cette première génération semblait vouée à la disparition si, en 1947, le transistor n'avait été découvert. Jouant le même rôle que les lampes et qu'un interrupteur commandé, il est dix fois plus petit, consomme mille fois moins d'énergie, est un million de fois plus rapide et coûte dix fois moins cher. En 1959, répondant à un nouvel appel de l'armée américaine, IBM sortait le premier ordinateur entièrement transistorisé. La deuxième génération était née. La nécessité de faire travailler toujours plus vite la machine pousse les constructeurs à réduire les dimensions de cette dernière. En développant la technologie des circuits imprimés, connue depuis 1943, et celle des transistors (semi-conducteur produit par le dopage d'un isolant comme le cristal de silicium par exemple) on créa les premiers circuits intégrés sur une plaquette de silicium regroupant dans une seule opération par photolithographie le circuit imprimé et les transistors. Sur une minuscule surface on avait réduit un circuit complet. En complexifiant le circuit intégré en y intégrant 100'000 composants et plus, on produisit sur une plaquette de silicium un MICROPROCESSEUR, c'est-à-dire un ordinateur quasi complet. Le processus de miniaturisation fit baisser incroyablement le coût des ordinateurs et permettait désormais à cet instrument de traitement de l'information de s'immiscer dans l'ensemble des sphères de la production. Ainsi apparurent ces nouvelles machines à qui l'on donnait des instructions sous la forme d'un programme qui, s'étant inscrit dans ses circuits, pouvait reproduire un processus complexe sans intervention humaine.

En pénétrant le procès de production, l'informatique le transformait. Dans les arts graphiques l'exemple est connu. Les lettres de plomb de Gutenberg qui avaient à la fin du quinzisième siècle révolutionné la circulation des idées en permettant à la bourgeoisie de faire circuler les siennes, succombent devant la photocomposition. Le typographe, qui depuis 5 siècles était à la base de la fabrication du texte multi-reproduit disparaît au profit (!!!) du capital surtout) de travailleurs moins qualifiés. La fabrication d'un journal qui demandait des centaines de typos peut désormais, grâce aux nouveaux procédés, être assumée par un personnel réduit à l'atelier. La presse quotidienne, en adoptant l'informatique dans la fabrication

du journal, peut augmenter de manière appréciable la productivité des travailleurs et rétablir du même coup ses profits, sans augmenter de manière trop importante le prix de vente, qui doit rester modeste, de ce bien particulier diffusé largement dans les larges couches de la population laborieuse. L'augmentation des frais fixes, du papier, de l'énergie des transports, le volume toujours plus important de la masse d'information à traiter nécessitent une rationalisation de la production pour compenser ces frais. L'informatisation la permettait, elle s'imposa.

Comme pour toute innovation technologique, l'introduction de l'informatique dans l'entreprise est dictée par des impératifs économiques. La machine remplace le travailleur chaque fois que son amortissement au cours de la production coûte moins cher que les frais occasionnés par ce dernier. La concurrence étant le mode d'existence du capitalisme, elle est donc le moteur qui pousse chaque entreprise à baisser ses coûts et donc, si cela est RENTABLE, à introduire les nouvelles technologies. Les mutations technologiques sont donc inhérentes au mode de production capitaliste.

L'innovation technologique signifie d'une façon générale, simplification du procès de travail.

Ce résultat, que les communistes saluent tant parce qu'il ouvre les portes de la production au travail simple - qui est le travail de la majorité de la population active - que parce que, dans un mode de production supérieur, il rendra possible une diminution du temps de travail nécessaire, se traduit sous le capitalisme par une réduction du salaire moyen non accompagnée d'une réduction substantielle de la journée de travail, ni d'un allègement du rythme du travail, qui tend au contraire à s'intensifier. Ce n'est que dans la société communiste que le progrès technologique pourra être mis au service d'une libération de l'homme de la malédiction d'une extension et d'une intensification bestiale du travail indispensable à sa survie.

En attendant, il ne s'agit pas pour les prolétaires de s'opposer à une déqualification des métiers traditionnels qui est la conséquence inévitable des innovations technologiques, mais de se battre :

- 1) pour que, sous prétexte de réduction du travail complexe, le niveau actuel des salaires ne soit pas comprimé.
- 2) pour que l'expulsion d'un certain nombre de bras par suite de l'introduction de machines complexes ne se traduise pas par une condamnation à mourir de faim.
- 3) pour que la simplification du travail ne se traduise pas par une intensification des cadences.

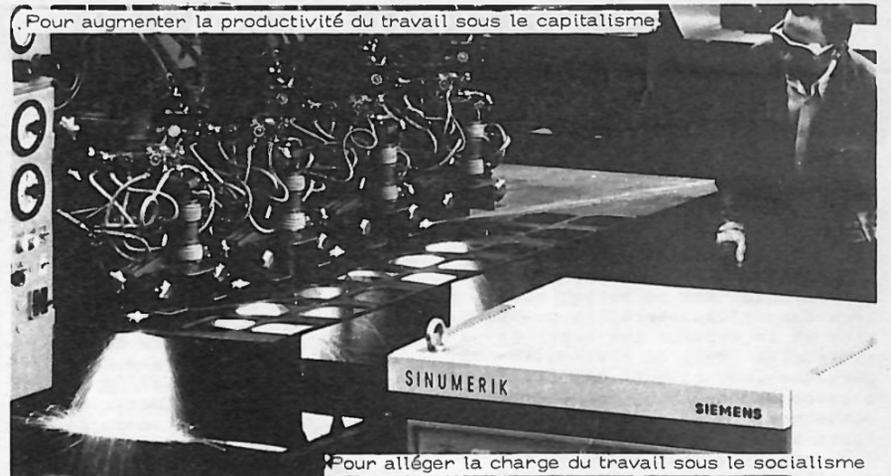
La réaction immédiate et instinctive des travailleurs contre les licenciements à la suite d'innovations technologiques est le refus de se laisser jeter sur

le pavé, la lutte pour la défense du poste de travail - une lutte que non seulement les communistes révolutionnaires mais tous les prolétaires et en particulier les travailleurs qui ont un emploi, ont le devoir d'appuyer-. Toutefois, à long terme, la défense à tout prix du poste de travail est impossible dans une société dont une des lois de développement est la formation continue de la surpopulation relative, de "bras en surnombre". La lutte pour la défense du poste de travail ne peut donc pas se transformer (comme cela s'est toujours passé dans l'histoire du mouvement ouvrier) en lutte de défense des conditions de vie des licenciés et des chômeurs. Si aujourd'hui les rapports de force entre les classes empêchent de soulever la revendication tout à fait légitime en soi du salaire intégral aux chômeurs, on peut toutefois, et on doit, avancer la revendication d'une allocation qui leur assure au moins des conditions de vie décentes et ceci dans la cadre de la lutte générale pour imposer à la classe dominante un minimum d'"assurance sociale" en faveur de la classe dominée et particulièrement, dans ce cas, des travailleurs rejetés de la production.

Quant à la revendication, tant de fois avancée par les forces syndicales et politiques, de la formation permanente, elle ne garantit pas le salaire de l'ensemble des travailleurs mais seulement des recyclés, pas plus qu'elle ne résout le problème des licenciés. Comme nous l'avons montré, en simplifiant les tâches productives par l'automatisation, le capital rend la force de travail qualifiée inutile et la remplace par une plus simple. Le salaire de la force de travail pour le capital est donc nécessairement plus bas puisque sa valeur, c'est-à-dire la quantité de travail qu'il a fallu dépenser pour la former est passée de

avec le plus de souplesse aux changements de l'outil de production. On pourrait dire, en ironisant, que la meilleure formation c'est la NON-FORMATION. Ainsi le capital dispose d'une main d'oeuvre sans résistance corporative, malléable à volonté. Si l'informatique envahit vraiment l'ensemble de la vie sociale comme l'écriture, alors gagnons que l'on trouvera bientôt toute une série de réformateurs pédagogiques qui exigeront que dans les programmes de l'école obligatoire on intègre cette nouvelle donnée. Ce processus de réforme scolaire est d'ailleurs largement entamé, notamment par le biais des réformes de l'enseignement des mathématiques, où le but recherché n'est plus l'apprentissage des quatre opérations élémentaires, mais celui d'un mode abstrait de raisonnement qui s'approche de celui qui est nécessaire en informatique. Ainsi un jeune de seize ans, au sortir de l'école, saura manipuler les outils informatiques avec la même facilité que l'on manipule aujourd'hui une chaîne HI-FI.

Parallèlement à la pression sur les salaires des actifs et des chômeurs, l'introduction de l'informatique provoque d'autres effets sur les conditions de travail. Un premier effet qui est lié au développement du machinisme est l'accélération des cadences. En supprimant, dans l'industrie des machines par exemple, tous les réglages pour la production d'une série, une machine numérique augmente considérablement la productivité surtout dans les petites et moyennes séries. Il est donc nécessaire de lutter contre cet effet et cela rejoint une lutte PERMANENTE du travail contre le capital : la lutte pour l'ABAISSSEMENT DES RYTHMES de travail. Un deuxième effet, lui aussi lié au machinisme, est celui du développement du travail de nuit. Le mécanisme est simple. Pour un industriel,



Pour augmenter la productivité du travail sous le capitalisme.

Pour alléger la charge du travail sous le socialisme

4 années à quelques semaines. Ce n'est que la lutte ouvrière qui peut empêcher cette chute du salaire et non les décalogues des réformistes. Quant aux licenciés, une formation complémentaire devrait, selon les réformistes, leur garantir une meilleure possibilité de trouver un emploi dans des nouveaux secteurs nécessitant de nouvelles qualifications ! Au regard des chiffres, cet argument ne peut tenir. (1)

Entre 1973 et 1979, selon le recensement fédéral des entreprises, le recul des emplois dans l'industrie a été de 17%, soit 136'000 postes supprimés. Bien sûr, si l'on tient compte du secteur tertiaire, on constate que les emplois ont fait un bond prodigieux entre 1966 et 1977, reflétant par là la nécessité pour le capital d'investir toujours plus dans la sphère de circulation sous peine d'aphysier la sphère de production. A moins de pousser un horloger ou un tourneur à se recycler dans un emploi bancaire, la thèse de ceux qui préconisent la formation pour trouver un emploi ne tient pas. Et demain, elle sera plus difficile si l'on songe que l'informatique, qui ne fait que commencer de pénétrer le secteur des services, mettra au chômage des milliers d'employés aux écritures.

La revendication d'une meilleure formation est un vœu pieux, car elle ne garantit rien. La meilleure formation pour le capital c'est celle qui s'adapte

l'investissement dans l'innovation technologique est une dépense importante de capital fixe. Afin de limiter le temps d'amortissement, durant lequel courent les intérêts, l'industriel consciencieux cherchera à utiliser ses nouvelles machines sur une journée de travail aussi longue que possible. Tout naturellement il sera amené à introduire une nouvelle équipe de nuit pour faire tourner les machines 24 heures sur 24. Contre cet effet, il faudra lutter pour la suppression du travail de nuit partout où cela n'est pas rendu obligatoire par la nature même de la production (four, production d'énergie, santé par exemple). Et là où c'est obligatoire, lutter pour l'introduction d'une quatrième équipe, ramenant le travail de chacune à 6H00. Un troisième effet est celui qui est lié directement aux nouvelles conditions de travail produites par ce nouvel outil. Le développement de la télématique crée toute une série d'emplois devant un écran de contrôle. Des luttes devront imposer des limites au temps de travail car les effets sur la vue et le système nerveux sont extrêmement importants et dévastateurs. Un quatrième effet enfin est celui qui découle des possibilités intrinsèques de l'informatique. En informatisant le procès de production, le capital est à même de contrôler avec un ordinateur central chaque poste de travail relié à lui en le comparant instantanément avec l'ensemble des autres. Ce nouveau contrôle relèguera le chefillon, le chronométrateur et le bureau des métho-

POLOGNE : les méandres de la stabilisation

(suite de la page 1)

ces qui n'avaient pour seul objectif que la démocratisation de l'Etat.

L'effet négatif se fait particulièrement sentir dans le poids politique qu'a pris l'Eglise. Depuis la levée de l'Etat de guerre, un jeu subtil se déroule entre le pouvoir et l'Eglise pour maintenir la classe ouvrière dans la sagesse. Le voyage du Pape prévu en juin devient la carotte qui lui sera accordée si elle se tient dans les limites de la stricte Paix sociale. Pour la Junte, accepter cette visite, c'est à la fois assurer l'emprise de l'Eglise sur la classe ouvrière tout en gagnant au moins 6 mois de Paix sociale, mais c'est aussi jouer avec le feu. Le Pape peut ne pas répondre à la demande de la classe et la déception qui s'ensuivrait ne ferait que renforcer en l'élargissant la méfiance envers la hiérarchie catholique qui ne cesse de prêcher la patience et la sagesse et du même coup anihiler les effets modérateurs de l'Eglise. La Junte est donc amenée à faire toujours plus confiance dans l'immédiat à l'Eglise pour maintenir la Paix sociale même si demain elle peut frapper plus durement en l'absence de ce précieux allié.

Pour la classe ouvrière, accepter le chantage de l'Etat c'est préparer au plus mal les inévitables combats de demain. Bien que battue provisoirement, elle exerce sur le pouvoir une certaine force puisque celui-ci hésite à frapper plus durement. Pour les procès des 7 dirigeants de Solidarnosc, des 5 animateurs du KOR, des 10 dirigeants du MRKS clandestin, elle ne sait quelle attitude tenir. Frapper démontrerait qu'il tient l'autorité, mais risque

de provoquer une protestation sociale qui annulerait le voyage du Pape tant attendu. Des jugements relativement doux, comme celui qui a frappé Ana Walentinovic qui obtint le sursis, pourront éviter cette explosion, mais renforceront l'image d'un pouvoir faible devant un mouvement ouvrier décapité.

Tout cela démontre que la Junte n'a pas en main toutes les cartes même si elle a de fait toute la force de répression à disposition. Le rapport des forces qui s'est inversé il y a un peu plus d'un an, ne signifie pas du tout que le prolétariat est abattu. Tous les événements de ces derniers mois démontrent le contraire.

C'est cette situation hautement complexe, car il y a ni victoire, ni défaite totale pour l'un des deux camps, que le prolétariat doit exploiter. Et cela il doit le faire en prenant en charge la défense de tous les emprisonnés et inculpés, en défendant les liens tissés entre les prolétaires lors des grandes luttes de l'été 80, et qui n'ont pas été détruites par la répression. Il doit le faire en rompant le charme distillé par l'Eglise catholique, qui aujourd'hui le paralyse dans sa défense immédiate. La Junte et l'Eglise, qui formellement se disputent dans les couloirs pour demander à la classe ouvrière de rester tranquille sont tous les deux d'accord.

Le Pape, le Cardinal et autres Monseigneurs sont les hochets agités aujourd'hui par la dictature bourgeoise pour endormir la classe en Pologne. "Religion, opium du peuple" disait Marx il y a plus d'un siècle !

Ce qui se passe en Pologne ne fait que réactualiser ce jugement

CONTRE LA REPRESSION IL FAUT ROMPRE LE SILENCE !

(suite de la page 1)

La vente des Pitalus aux plus sanguinaires Etats du sous-continent américain pour réprimer les masses laborieuses révoltées c'est du "commerce". Les sympathies de Jürg et Claudia vis-à-vis de la Rote Armee Fraktion et la possession de 90 kg d'armes prélevées de l'immense stock de destruction bourgeois, sont par contre aux yeux de l'Etat capitaliste de dangereuses infractions à l'Ordre public hautement condamnables.



Pour les mêmes raisons, détention d'armes, un militant suisse, Bruno Breguet, a été condamné à 5 ans de prison à Paris et croupit actuellement à Fleury-Mérogis. Isolé, Bruno a entamé une grève de l'hygiène à la manière des militants irlandais de l'IRA, pour dénoncer les conditions de détention dans le pénitencier parisien.

En Allemagne, la police vient d'arrêter Gisela Dutzi, Christian Klar, Brigitte Mohnhaupt et Adelheid Schultz. Leur "crime" : l'enlèvement de Schleyer le patron des patrons allemand, celui dont

le passe plutôt sale sous le III^e Reich a été blanchi par la Sainte Démocratie!

En Espagne et en Italie c'est par dizaines de milliers qu'il faut compter les "terroristes" en prison!

Aujourd'hui, en l'absence de l'appui d'un vaste mouvement de classe, la solidarité et la lutte pour la libération sans condition de ces otages du capital, passe par des tâches et des actions modestes. Mais ce n'est pas au nom de la "démocratie bafouée" que doit se construire la solidarité! C'est au nom de la solidarité de classe! Cette solidarité-là est une solidarité avec les prisonniers contre l'Etat, elle s'oppose à la fausse solidarité de ceux qui cachent leur appui à la répression bourgeoise derrière les campagnes pour les droits de la défense bafouée. Ceux-là, ce sont les parlementaires de la "gauche", ceux qui, à la mort de Schleyer, ont traité ces militants de "fils du III^e Reich".

Aujourd'hui, notre tout premier devoir, le devoir de tout militant ouvrier, est de rompre le silence pesant qui entoure cette répression.

Il y a eu beaucoup de bruit pour le procès de "Lôzane bouge" parce que les démocrates bourgeois et petits-bourgeois y trouvaient leur compte. La défense des inculpés de "Lôzanebouge" était certes une impérative nécessité, mais pour Jürg, pour Claudia, pour Bruno, combien seront-ils à rompre le silence?

LE FRONT DES LUTTES

(suite de la page 1)

L'isolement des luttes anticoloniales

Durant tout le cycle d'accumulation du second après-guerre, l'impérialisme trouva le moyen de se rallier la classe ouvrière en distribuant des miettes à une large couche de prolétaires qui bénéficièrent par là des formidables profits décuplés par le pillage du tiers monde. Durant 30 ans les luttes ouvrières n'eurent pour horizon immédiat que le partage du gâteau. Toute la stratégie syndicale n'avait que ce seul but.

Durant toutes ces années les peuples de couleur non encore indépendants profitèrent des bouleversements de l'après-guerre pour faire aboutir leurs luttes pour l'indépendance nationale contre l'oppression coloniale. Ils menèrent cette lutte en l'absence de celle des prolétaires des métropoles vendus à leur propre Etat, affrontant seuls l'impérialisme. Cette tragique absence du prolétariat se traduisit par une lutte incroyablement longue et acharnée des peuples pour leur libération notamment en Indochine où la France coloniale battue à Dien-Bien-Phu fut relayée par l'impérialisme américain défenseur du monde libre, face à la Russie.

Si ces luttes, celles d'Indochine, d'Algérie, du Congo, des colonies portugai-

ses, n'éveillèrent pas vraiment la sympathie militante des prolétaires des métropoles, elles eurent néanmoins un effet certain sur la jeunesse. En Amérique d'abord où la conscription obligatoire plongea toute la jeunesse américaine dans l'angoisse du départ au Vietnam. En Allemagne où pesait la présence de l'armée américaine et de sa logistique travaillant en partie pour le Vietnam. N'oublions pas que l'un des actes les plus authentiquement antiimpérialistes en Europe fut l'attentat contre l'ordinateur central de l'armée US en Allemagne. En France où la jeunesse qui déjà avait cherché à combattre l'intervention en Algérie se mobilisa contre l'intervention américaine au Vietnam.

Ainsi la lutte antiimpérialiste des peuples de couleurs revenait dans les centres impérialistes sous la forme de l'explosion de la jeunesse. Toute l'histoire de la mouvance gauchiste trouve ses racines dans cette solidarité manifestée à la fin des années 60, début 70, avec les peuples en lutte contre l'oppression impérialiste et coloniale.

Après la victoire des peuples indo-

des dans la poubelle des accessoires inutiles. Ce n'est que la lutte contre le renforcement des méthodes de contrôle qui fera reculer le patronat.

D'après ce rapide parcours, nous avons pu constater que l'introduction de l'informatique dans le procès de production n'implique pas en soi de nouveauté. Pour chacun des effets, nous avons montré que le moyen de s'y opposer rejoint ceux qui caractérisent la lutte incessante du travail contre le capital. Tous les innovateurs en pratiques syndicales, tous les chercheurs en nouveaux axes de lutte, tous les démagogues qui veulent soi-disant éveiller l'avant-garde, parlent de tout sauf de l'essentiel, les MOYENS de LUTTE. Pour eux, il n'existe qu'un seul terrain fécond, celui de la lutte conventionnelle. Or la crise a pu supprimer, en Suisse par exemple, des milliers d'emplois dans le bâtiment, l'horlogerie et le textile sans que

les "puissantes conventions collectives" parviennent à défendre les travailleurs virés de la production. Il est vrai que le capital helvétique disposait d'une main d'oeuvre immigrée qui, faute de pouvoir renouveler un permis de travail contraint de retourner dans son pays d'origine, évitant ainsi à la Suisse d'avoir à subir l'un des taux de chômage les plus hauts d'Europe. Jamais, qu'il s'agisse d'une branche en crise comme l'horlogerie ou d'une entreprise en difficulté, les CCI ont été à même de protéger les travailleurs par leur vertu. Elles ne les protégeront pas plus des effets des innovations technologiques!

(1) Les chiffres que nous citons sont tirés des statistiques suisses mais la démonstration serait la même avec ceux d'un autre pays.

nois contre une armée américaine totalement décimée de l'intérieur par la démocratisation devant l'absurdité d'un tel conflit et par la drogue pour oublier, le gauchisme soixante-huitard, se scinda en deux courants principaux. Devant la disparition des tâches de solidarité antiimpérialistes immédiates et la difficulté de mettre en mouvement un prolétariat contrôlé par l'opportunisme syndical et politique, le gauchisme dérivait en une aile politique qui rejoignit rapidement le réformisme classique sous une phraséologie de moins en moins révolutionnaire et en une aile plus radicale qui théorisa la nécessité de réveiller le prolétariat par des gestes exemplaires en se lançant dans l'action clandestine du romantisme à la bombe.

La crise et l'ouverture d'un nouveau cycle

Tel a été le cours historique du gauchisme dans le cycle précédent. L'ouverture d'un nouveau cycle, produit par la crise internationale du capitalisme change les conditions et les perspectives des luttes partielles.

Alors que pendant trente ans les peuples d'Indochine ne pouvaient attendre l'aide que le prolétariat des métropoles aurait dû leur apporter dans leur lutte contre l'impérialisme en combattant le monstre de l'intérieur, parce qu'il lui était trop attaché par les privilèges issus du pillage impérialiste, la crise en s'attaquant aux conditions mêmes des prolétaires des métropoles, comble le fossé qui séparait, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la lutte des masses opprimées et exploitées des métropoles et celle des pays périphériques.

La puissante vague sociale, qui submergea les pays de la périphérie, est née de la crise internationale. Les Etats de la périphérie n'ont pas eu le temps de développer tous les amortisseurs sociaux dont s'était doté la bourgeoisie occidentale. Ainsi la crise qui frappe tous les pays, a frappé en premier lieu dans les pays les plus faibles avec une force décuplée. Les puissantes réactions sociales observées en ont été la conséquence. Si en Afrique du Nord ou en Egypte, ces mouvements n'ont pu vraiment infléchir le cours de l'impérialisme, il n'en a pas été de même en Iran ou en Amérique Centrale. Au Nicaragua comme en Iran la vague sociale a balayé des régimes honnis, remettant du même coup en cause le statu quo impérialiste.

Il est évident que face à de telles luttes l'impérialisme organise une riposte aussi féroce que le danger encouru l'exige. En Iran la réaction blanche de la terreur islamique se charge parallèlement à l'in-

La magnifique série des luttes anticoloniales n'avait pas pu éveiller la solidarité combattante de la seule force capable de les aider à combattre l'impérialisme de l'intérieur, la force du prolétariat. Le gauchisme et le mouvement de la jeunesse des années 60-70, qui s'était éveillés à l'appel de ces luttes, ne put continuer à mener son activité antiimpérialiste en leur absence. Pour cela il eut fallu que se substitue à la lutte des masses coloniales une autre force sociale en lutte contre l'impérialisme sur laquelle elle puisse prendre appui. En l'absence de cette nouvelle force sociale, le gauchisme soixante-huitard s'est effondré ainsi que le puissant mouvement de la jeunesse dont il était issu.

tervention iraquienne de liquider un mouvement de masse qui balaya Pahlavi et son régime en quelques semaines. En Amérique Centrale c'est l'impérialisme américain lui-même qui se charge de briser le mouvement social.

Mais ce qui diffère dans ces luttes à la périphérie, avec les luttes anticoloniales du second après guerre, c'est non seulement le contenu même de la lutte qui n'a plus aujourd'hui de tâches de libération nationale, mais aussi les conditions historiques dans lesquelles elles se déroulent. A l'apathie du prolétariat des années d'après guerre qui nourrit pendant des années les inconsistencies théoriques sur sa disparition en tant que classe, se substitue un prolétariat en mouvement sur les franges de l'Europe.

La raison des coups d'Etat en Turquie le 12 septembre 1980, en Pologne le 13 décembre 1981, c'est bien l'activité, née sur le terrain de la crise, déployée par les masses prolétariennes. Ce retour de la lutte prolétarienne, fruit de la crise internationale du capital, tout proche des centres impérialistes, est un cinglant démenti à tous ceux qui avaient théorisé la mort de la lutte des classes au sein de la vieille Europe.

Les conflits de toute nature ne peuvent aujourd'hui que pousser à la soudure du mouvement social dans les pays de la périphérie avec celui des pays du centre. C'est cette perspective enthousiasmante d'une seconde vague de luttes sociales qui embrasera nécessairement les pays de la périphérie comme pays des centres impérialistes et qui doit galvaniser ici-même le courage de tous les militants qui pensent sincèrement qu'il faut en finir avec cet ordre infâme.

BRECHEN WIR DAS SCHWEIGEN UEBER DIE REPRESSION !

In ganz Europa, wo die gefährlichen Revolutionen am Keimen sind, veranstaltet die Bourgeoisie eine unerbittliche Menschenjagd auf die antikapitalistischen Kämpfer. Heute verfolgt sie besonders die Militanten, die davon überzeugt waren, durch ihre Einzelkämpfe die soziale Bewegung und die Arbeiterbewegung vom Weg der Legalität abzubringen, um sie auf den Weg der Revolution zu bringen. Die Arbeiter müssen den Mut und die Entschlossenheit dieser Militanten begrüßen, auch wenn diese sich politisch getäuscht haben, denn wie könnte das auch anders sein in der heutigen Isolation nach einer 60-jährigen stalinistischen Konterrevolution! Die Bourgeoisie verfolgt sie heute gnadenlos und bereitet sich dadurch auf kommende grosse Repressionswellen vor, die gegen die Arbeiter gerichtet sein werden, sobald sich diese wie ein Mann gegen die Angriffe des Kapitals, die Militarisation und den imperialistischen Krieg auflehnen werden.

Dies ist der Zusammenhang in dem man die Verurteilung von Jürg Wehren und Claudia Bislin, beides antikapitalistische Kämpfer, zu 7 Jahren Knast durch das Züricher Gericht begreifen muss.

Wenn die Bourgeoisie den Folterknechten der Länder wie zum Beispiel Lateinamerika Waffen liefert, dann heisst das "Handel", und da es Gesetze gibt die die Handelsfreiheit garantieren, legalisiert die Bourgeoisie so gleichzeitig ihr Recht die Völker niederzuschlagen, die sich gegen die Unterdrückung auflehnen.

Wenn die Bourgeoisie soviel Sprengstoff anhäuft, dass sie die ganze Welt zehnmal in die Luft jagen könnte und ihre Gewehre gegen die Arbeiter und Ausgebeuteten der ganzen Welt richtet, das stört ihren ruhigen Schlaf nicht; sobald aber ein paar Revolutionäre sich einige Kilos ihres wertvollen Vernichtungsmaterials aneignen, fährt der Donnerschlag der kapitalistischen Rechtsprechung auf diese "gefährlichen a-sozialen Elemente" nieder.

Der Verkauf der Pilatusflugzeuge an die mörderischen Staaten des amerikanischen Subkontinents, um die aufrührerischen arbeitenden Massen niederzuschlagen, das heisst dann "Handel". Aber Jürgs und Claudias Sympathie für die RAF und ihr Besitz

von 90 Kilo Waffen, die aus dem immensen bürgerlichen Waffenlager stammen, sind in den Augen des Kapitalistenstaates gefährliche und höchst strafbare Verstöße gegen die öffentliche Ordnung.

Aus dem gleichen Grunde wurde der schweizer Militant, Bruno Bréguet, zu 5 Jahren Gefängnis in Paris verurteilt; er sitzt zur Zeit in Fleury - Merogis. Bruno befindet sich im Hygienestreik wie die irischen IRA Kämpfer, um die Haftbedingungen in den pariser Haftanstalten anzuprangern.

In Deutschland hat die Polizei vor kurzem Gisela Dutzi, Christian Klar, Brigitte Mohnhaupt und Adelheid Schultz verhaftet. Ihr "Verbrechen": die Entführung von Schleyer, dem dt. Arbeitgeberboss, dessen eher schmutzige Vergangenheit im dritten Reich von der "Heiligen Demokratie" gereinigt wurde!

In Spanien und Italien sitzen schon tausende sogenannte Terroristen in den Gefängnissen.

Ohne Unterstützung durch eine starke Klassenbewegung kann die Solidarität und der Kampf für die bedingungslose Freilassung dieser Geiseln in den Händen des Kapitals nur sehr bescheidene Formen annehmen. Unsere Solidarität darf nicht auf die Verteidigung der verletzten Demokratie bauen. Im Gegensatz zu der Scheinsolidarität, die hinter Parolen für die Verteidigung der übertretenen Rechte ihre wahre Solidarität mit der bürgerlichen Repression versteckt, ist unsere Solidarität mit den Gefangenen eine Klassen-solidarität, die gegen den Staat gerichtet ist. Als Schleyer draufging, waren es gerade diese "linken" Parlamentarier, die die gehetzten Militanten "Söhne des Dritten Reiches" nannten.

Heute ist es unsere erste Aufgabe und die eines jeden Militanten der Arbeiterklasse, das Schweigen über diese Repression zu brechen.

Die bürgerlichen Demokraten und Kleinbürger haben um den Prozess "Ézane bouge" viel Lärm gemacht, da sie dabei auf ihre eigene Rechnung kamen; diese Verteidigung der beschuldigten war unbedingt notwendig, aber machen dieselben auch nur einen Finger krumm um das Schweigen um Claudias und Jürgs oder Bruno zu brechen?

Immigration et réfugiés : l'Etat resserre la vis

La crise capitaliste mondiale a comme conséquence le gonflement démesuré de la masse des sans-réserves, les prolétaires, formant l'armée de réserve des forces de travail dans laquelle vient puiser le capital aux conditions les plus favorables. Elle a aussi pour conséquence la montée des antagonismes sociaux, l'extension des luttes sociales et de la répression sur ces luttes et sur les militants d'avant-garde.

Conséquence directe du gonflement de l'armée de réserve, le travail au noir des immigrés comme des autochtones s'est considérablement développé en Suisse comme ailleurs ces dernières années, pour toucher 30 à 50 000 travailleurs.

L'afflux des réfugiés politiques, conséquence de l'exacerbation des conflits sociaux a aussi pratiquement décuplé. Pour la bourgeoisie, de Valentin Oehen (Action Nationale) à Richard Müller (PS), ceci constitue un véritable fléau social à abattre sans pitié. Les moyens proposés sont différents selon les catégories bourgeoises, mais tous convergent vers le même but : RENFORCER LE CONTROLE DE L'IMMIGRATION AUX FRONTIÈRES, ACCENTUER LA CHASSE AUX TRAVAILLEURS CLANDESTINS POUR LES EXPULSER, RENFORCER LES CONDITIONS D'OBTENTION DU STATUT DE REFUGIE POLITIQUE.

La pression de l'Etat et de sa police est déjà énorme, chaque mois 10 000 personnes sont refoulées à la frontière, soit 120 000 par année! En 1980 par exemple, 1800 travailleurs clandestins ont été expulsés de Suisse, au grand plaisir de l'USS, qui marche main dans la main avec la police des frontières.

Guy Fontanet à Genève brandit même dernièrement la menace du "péril noir": "Si on ne fait rien Genève aura dans dix ans une ville noire de 10 000 habitants. Il ne faudrait pas que nous connaissions les drames des grandes villes américaines."

Cette campagne générale de la bourgeoisie contre les travailleurs immigrés, les clandestins et les réfugiés, a comme objectif de dévier la classe ouvrière de la lutte indépendante et unitaire contre le capital pour l'enliser dans l'ornière de la division. Rendre responsable l'immigré ou le travailleur clandestin de la crise, du sous-emploi et de la pression sur les salaires est l'arme de toujours du capital pour masquer aux prolétaires où se trouve l'ennemi à abattre (1).

Renvoyer à leur misère les prolétaires sans travail, renvoyer les réfugiés à leur bourreau : voilà la réalité des ignobles "Droits de l'Homme", auxquels s'associent les traîtres qui com-

Das Kapital schlägt zu unsere Perspektiven und Aufgaben heute

Proletarier, Genossen,

In Frankreich, Spanien und Griechenland zeigt die "sozialistische Alternative" ihr wahres Gesicht: das der Härte und der Sparpolitik.

Die "sozialistische" Staatsreform ist nichts anderes als eine andere Form des bürgerlichen Staates, der aber genauso mit dem Mittel der Repression die Ordnung aufrecht erhält und so den Kapitalisten die Ausbeutung der Arbeitskraft garantiert.

Diese bürgerlichen Staatsregierungen, die sich auf Jaurès und Taylor berufen oder bekannte Namen wie Marx und Lenin in den Dreck ziehen, indem sie sich anmassen, sich "Kommunisten" zu nennen, verteidigen deshalb nicht weniger das Interesse ihres Kapitals, ihr Staatsrecht gegen das Interesse der Arbeiterklasse der ganzen Welt.

Die Pariser Kommune von 1871 und die bolschewistische Revolution von 1917 haben bewiesen, dass die Proletarier sich nur durch die Revolution und durch die Diktatur unter der Führung ihrer Klassenpartei von der bürgerlichen Herrschaft befreien können. Zwischen dieser revolutionären Perspektive, für die wir kämpfen, und dem heutigen Stand des Klassenkampfes, liegt ein weiter Weg: die Entwicklung einer riesigen, dauerhaften und nicht nur sporadisch auftretenden Klassenkampf-bewegung und der Aufbau einer internationalen kommunistischen Partei, die mit dem Klassenkampf in enger Verbindung steht. Es gibt keine Abkürzung um diese Perspektive zu verwirklichen und keinen Mittelweg zwischen einerseits der Aufrechterhaltung des bürgerlichen Staates und der Lohnsklaverei und andererseits seines Umsturzes durch die proletarische Revolution.

Vor welchen Aufgaben stehen wir heute?

Im Vergleich zu dieser Perspektive kommen uns die Aufgaben, vor denen wir und die proletarischen Avantgarden heute stehen, eher bescheiden vor aber sie sind grundlegend um die Voraussetzungen für die Wiederentstehung des Klassenkampfes zu schaffen. Die Arbeiterklasse steht den Angriffen auf ihre Existenzbedingungen wehrlos gegenüber. Jahrzehntelanger Sozialfrieden und kapitalistischer Aufschwung haben ihr die elementarsten Kampfreflexe geraubt. Die Arbeiter können sich nicht auf ihre Gewerkschaften verlassen. Die gesamte Bürokratie ist an die Kapitalisten verkauft und erstickt wutschäumend im Keim jeden Versuch, den Arbeitsfrieden zu stören; deshalb müssen wir auch, was die Organisation angeht, ganz von vorne anfangen.

Der Streik von Matisa hat nochmals gezeigt: der schlimmste Feind ist nicht der nächste, also der Unternehmer, sondern derjenige, der so tut, als würde er die Sache der Arbeiter vertreten, in Wirklichkeit aber an erste Stelle die Interessen der Ausbeuter stellt. Die Arbeiter müssen sich unabhängig von den jetzigen Gewerkschaften organisieren, nur so können sie den systematischen Verrat der Gewerkschaften, dieser Schutzherrn des Arbeitsfriedens bekämpfen und ihre eigenen Interessen verteidigen. Die kämpferischen Arbeiter müssen heute ein eigenes Verbindungsnetz untereinander aufbauen und kleine Arbeitergruppen bilden, um ihre Klasseninteressen zu vertreten.

Die polnischen Arbeiter haben uns ein grossartiges Organisationsbeispiel ihrer Klasse geliefert, um ihre Lebensbedingungen zu verteidigen; wir müssen ihnen Folge leisten dabei müssen wir von dem realen Stand des Klassenkampfes hier ausgehen. Das heisst also:

- Organisierung ausserhalb der verräterischen Gewerkschaften
- Systematische Informierung und Denunzierung der Angriffe der Unternehmer und des Staates
- Teilnahme an der Organisierung der Arbeiter in den Betrieben
- Ausdehnung der Verbindungen, die zwischen Arbeitern unterschiedlicher Betriebe und Regionen bestehen
- Kampf den sabotierenden Bürokraten in den Gewerkschaften

Das sind die Aufgaben, die ausschlaggebend sind, damit jeder Kampf die Arbeiterklasse ihren Feinden gegenüber stärkt.

Wir rufen die Arbeiter auf, sich für diese unmittelbaren Ziele einzusetzen.

- Nieder mit dem Arbeitsfrieden!
- Unbefristeter Streik ohne Vorankündigung als Waffe gegen die Angriffe der Unternehmer, genauso wie in Matisa und in der "Tribune de Genève"!
- Für eine kämpferische Arbeiterfront!
- Organisieren wir uns für den Kampf!



me le PS ou le PdT prönet un plus strict contrôle de l'immigration.

(1) Le dernier exemple flagrant des ravages du chauvinisme entretenu par les organisations politiques et syndicales réformistes est celui du vote des ouvriers des usines métallurgiques de Vallorbe qui à la majorité demandèrent que les travailleurs frontaliers et les autres étrangers soient les premières victimes du plan d'assainissement de la direction prévoyant dans un premier temps une quarantaine de licenciements. La FTMH était évidemment dans le coup.

COMMANDE DE NOTRE
PRESSE INTERNATIONALE

EDITION PROGRAMME : 12 rue du Pont
1003 LAUSANNE

LE PROLÉTAIRE
Programme Communiste

il programma comunista

El Comunista
espartaco

Enternasyonalist

Proleter

ΚΟΜΜΟΥΝΙΣΤΙΚΟ
πρόγραμμα

Permanence du Parti

* LAUSANNE: tous les samedis de 10h à 12h
12, rue du Pont, atelier au rez sup.

Ed. responsable :

Saro
20, rue Jean-Bouton
Paris - 75012